



DECLARATION LIMINAIRE CAPL du 28/06/2016

Depuis le 9 mars dernier, la CGT est en première ligne, avec 6 autres organisations syndicales, dans la bataille à mener contre les projets destructeurs, rétrogrades et réactionnaires de notre gouvernement vis-à-vis des salariés de notre pays.

Ce sont des millions de manifestants, de grévistes qui se font entendre dans tout le pays pour dénoncer le projet de loi travail que seule une frange du gouvernement défend encore.

Alors que le peuple le rejette à plus de 70 %, le monde politique oblige le gouvernement à faire passer son projet par le 49.3, n'étant pas capable de rassembler une majorité autour de lui, y compris dans ses rangs !!!

C'est dans ce contexte de lutte que la CGT est prise pour cible par les membres du gouvernement et par les politiques de l'opposition de droite.

Non ! La CGT n'est aucunement responsable des actes de vandalisme initiés par des groupuscules de casseurs, agissant en bandes organisées, en marge des cortèges de manifestants.

Non ! La CGT ne prend pas part à ces dérives violentes : elle les condamne sans ambiguïté aucune, avec la plus grande fermeté.

Ce weekend le siège de la CGT a été attaqué et vandalisé par des individus cagoulés.

Après la CFDT, c'est la CGT qui est attaquée. Nous réaffirmons que seuls le débat et l'action syndicale par les mobilisations permettent de faire entendre les revendications des salariés et du monde du travail.

Les violences commises ne font que desservir ces revendications et contribuent à essayer de discréditer le mouvement social en cours, qui visiblement dérange !

Les violences verbales et les insultes contre la CGT contribuent également à entretenir ce climat délétère.

Et après avoir obtenu, non sans mal, le droit de manifester à Paris, c'est aujourd'hui, une nouvelle journée de mobilisation à l'appel de 7 organisations syndicales.

L'ensemble des politiques menées depuis une quarantaine d'années ne sert qu'une petite partie de la population et non l'intérêt général. Ces politiques économiques anéantissent nos sociétés, détruisent les femmes et les hommes, et nos services publics.

Nos services publics, le bien commun, sont dans la ligne de mire et notamment notre administration.

C'est, en effet, à un rythme effréné que les suppressions d'emplois succèdent aux suppressions d'emplois ; rendant les services exsangues et incapables d'accomplir totalement leurs missions.

Le mouvement de catégorie C au plan national est, vous vous doutez du qualificatif à employer : catastrophique. Notre syndicat a sollicité le responsable du personnel de notre administration, afin que la totalité de la liste complémentaire du concours de catégorie C soit appelée.

L'avenir de notre administration est très sombre :

- Sous effectifs supérieurs à 3240 agents C
- suppressions de plus de 34 000 postes depuis 2002
- fermetures programmées de plus de 150 trésoreries
- fusions des SIP
- fusions des SIE
- regroupements de SPF
- créations de PCR
- transfert de l'enregistrement
- fusions de RAN
- et retenue à la source programmée pour 2018.

L'administration prouve encore une fois son mépris envers les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent. La situation de l'emploi est catastrophique, la situation de nombreux collègues en attente de mutation reste très difficile.

Comme dans l'ensemble de la fonction publique, c'est la casse de la DGFIP qui est à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés, le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement et l'accès au service public est remis en cause.

Dans ce contexte, à la DGFIP, la catégorie C est la première touchée.

En effet, c'est elle qui a quasiment supporté la totalité des suppressions d'emplois que subit la DGFIP depuis plus de 10 ans. Elle est également aussi particulièrement impactée par le gel du point d'indice dans la fonction publique et le blocage des déroulements de carrière. C'est dans ce contexte particulièrement tendu et qui ne demande qu'à rompre, que se tient cette CAP locale de recours de notation et d'affectation au 1er septembre 2016.

Dans le Finistère c'est 2 arrivées pour 6 départs sans compter les avancements, promotions, réussites aux concours et départs en retraite !! A l'issue de cette CAP, nous constaterons que ce ne sont pas moins de 29 agents de catégorie C qui manqueront à l'appel sur ce territoire très étendue.

Les agents sont tendus et opprimés. Les conditions de travail poussent nos collègues et leurs chefs de service à bout, au détriment de leur santé souvent et de la mission de service public surtout.

Ce n'est pas aux agents de supporter les conséquences de ces politiques de destruction massive des services publics.

Et, encore une fois, se sont les usagers, les agents et la qualité du service public qui en pâtiront, prêtant encore un peu plus le flanc à des critiques toujours plus vives, justifiant encore un peu plus la nécessité de "réformer" ce service public.

Nous avons le sentiment d'avoir été dupé depuis plusieurs années en ne comprenant dans le terme « réformer » qu'une facette de ses définitions : celle qui consiste à former de nouveau, donner une nouvelle forme, avec une intention d'amélioration. Mais, nous avons oublié que réformer, c'est aussi : retirer du service.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que c'est bien cette deuxième définition qui anime nos gouvernants et nos directeurs nationaux.

Pour toutes ces raisons, les élus CGT voteront contre le mouvement de mutation, à l'issue de cette CAP locale qui se tiendra cet après-midi.